Communiqué de presse du 9 octobre 2012

Réseau Français de Réduction des Risques, Sidaction, Fédération Addiction, SOS Hépatites, Safe, Gaia Paris, Aides, ANPAA, Act Up Paris, AFR, Médecins du Monde, Collectif Hypertension, Elus Santé publique & Territoires, Elus Locaux contre le Sida, Syndicat de la magistrature, Mouvement des Jeunes Socialistes, Jeunes Verts

Salle de consommation à moindre risque : premier pas pour une relance de la politique de réduction des risques

Le 19 mai 2009, le Réseau Français de Réduction[1] des risques installait une salle de consommation à moindre risque dans les locaux d'Asud à Paris. A partir de preuves scientifiques indéniables, il s'agissait d'en rappeler l'efficacité à la fois pour améliorer la santé (réduction des risques liés au VIH, aux hépatites virales, aux overdoses, accès aux soins de base, etc) et la sécurité des usagers les plus précaires, d'autant plus touchés en temps de crise, mais aussi pour améliorer la tranquillité et la sécurité des habitants des quartiers concernés.

Durant plus de trois ans, le Réseau Français de Réduction des Risques, des élus et des collectivités locales, mais aussi de nombreuses associations, ont travaillé à la mise en place des salles de consommation à moindre risques, répondant aux arguments idéologiques d'opposants cramponnés à la guerre contre la drogue.

Trois ans, c'est long pour des usagers, dont certains sont morts, se sont contaminés ou enfoncés un peu plus dans la précarité, comme pour des riverains qui se sentent abandonnés, seuls face à ces problèmes sociaux. Deux ans avaient été nécessaires pour libéraliser la vente de seringues en pharmacie, puis sept ans pour généraliser les traitements de substitution à l'héroïne. A chaque fois, c'est le courage politique de ministres, Michèle Barzach et Simone Veil, qui a su vaincre les préjugés et imposer ces mesures de réduction des risques. Aujourd'hui, personne ou presque ne regrette ces mesures : moins coûteuses que des soins inadaptés, plus utiles qu'une répression aveugle, elles ont répondu autant à des objectifs de santé que de sécurité publique.

Après le refus de l'ancien premier ministre François Fillon, en opposition avec sa ministre de la santé et les élus des grandes villes de tous bords, puis la promesse du candidat François Hollande de « laisser Paris et Marseille expérimenter les salles de consommation supervisée », le temps de leur expérimentation est venu. Ce doit être le premier pas vers une relance de la politique de réduction des risques, qui doit redevenir le quatrième pilier d'une politique des drogues équilibrée, suivant les recommandations scientifiques de l'expertise collective de l'Inserm et politiques de la « charte pour une autre politique des addictions ».

Contacts presse :
Réseau Français de Réduction des risques : Pierre Chappard, tel : 06 63 55 65 54
Sidaction : Francis Gionti, tel : 06 73 21 63 97

[1] Anciennement le collectif du 19 mai